

Communiqués de presse

Accord entre La France insoumise et EELV pour les prochaines élections législatives

jeudi 5 mai 2022, par [Les Écologistes / EELV](#), [LFI](#) (Date de rédaction antérieure : 2 mai 2022).

La France insoumise et EELV, membre du Pôle Écologiste, se sont rencontrés ce dimanche 1^{er} mai dans le cadre de la préparation des prochaines élections législatives. Nous avons convenu des points d'accords suivants dans la continuité des échanges ayant déjà eu lieu depuis une semaine entre La France insoumise et EELV.

1) Nous voulons faire élire des député·es dans une majorité de circonscriptions, pour empêcher Emmanuel Macron de poursuivre sa politique injuste et brutale et battre l'extrême droite. Les 12 et 19 juin, par leur vote, nous proposons aux Françaises et aux Français de mettre en place un large rassemblement s'appuyant sur la dynamique de la campagne présidentielle de l'Union populaire ouvrant la voie à une majorité à l'Assemblée nationale. Dans cette perspective, le Premier ministre serait issu du plus grand groupe à l'Assemblée, soit Jean-Luc Mélenchon.

2) Pour le permettre, nous souhaitons fédérer sur la base d'un programme ambitieux, toutes les forces qui le partagent, en respectant leur pluralité et leur autonomie. Pour la clarté, nous souhaitons le faire autour d'une bannière commune "Nouvelle union populaire écologique et sociale" ; pour faire vivre la pluralité, nous construirons un parlement de campagne rassemblant les forces politiques et des personnalités du monde syndical, associatif, culturel, intellectuel. La majorité pluraliste que nous voulons constituer se dotera d'un intergroupe pour compléter et poursuivre après l'élection ce travail commun.

3) Nous partageons des objectifs programmatiques communs qui constitueront la base d'un programme partagé de gouvernement de plusieurs centaines de propositions.

Parmi ces propositions, nous défendons notamment la hausse du SMIC à 1 400 euros, le retour à la retraite à 60 ans pour toutes et tous, la garantie d'autonomie pour les jeunes, le blocage des prix sur les produits de première nécessité et l'éradication de la pauvreté.

Nous défendons ensemble la mise en place d'une véritable planification écologique par l'application d'une règle verte (ou d'une règle d'or climatique) pour répondre à l'urgence climatique et environnementale.

Nous sommes favorables à l'instauration d'une 6^e République pour en finir avec le présidentielisme et introduire des droits nouveaux, notamment le référendum d'initiative citoyenne.

En Europe, nous voulons en finir avec le cours néolibéral et productiviste de l'Union européenne pour un nouveau projet au service de la construction écologique et sociale. Pays fondateur de l'Union européenne, la France ne peut avoir pour politique ni la sortie de l'Union, ni sa désagrégation, ni la fin de la monnaie unique. Mais si certaines règles européennes sont un point d'appui (protection des consommateurs, normes environnementales...), de nombreuses autres sont

en décalage voire en contradiction avec les impératifs de l'urgence écologique et sociale. Par exemple, il est impossible de nationaliser EDF dans le cadre des règles de la concurrence, d'investir pour respecter nos engagements climatiques en raison des règles budgétaires. Pour être en capacité d'appliquer notre programme et respecter ainsi le mandat que nous auront donné les Françaises et les Français, il nous faudra dépasser ces blocages et être prêt·es à désobéir à certaines règles européennes (en particulier économiques et budgétaires comme le pacte de stabilité et de croissance, le droit de la concurrence, les orientations productivistes et néolibérales de la Politique agricole commune etc.). Cela ne peut se faire que dans le respect de l'état de droit (tel que défini aux articles 2 et 7 du traité sur l'Union européenne). Nous combattons fermement les attaques contre les libertés fondamentales des gouvernements d'extrême-droite hongrois et polonais.

Nous ne serons ni les premier·es ni les dernier·es à le faire, en France comme en Europe (Espagne sur les prix de l'énergie, Allemagne sur la mise en concurrence des entreprises de l'eau potable, Portugal sur les aspects économiques et budgétaires etc.).

Enfin, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen, nous continuons à travailler nos convergences pour trouver les voies et moyens afin de rétablir la paix, préserver l'intégrité territoriale de tous les pays, entamer des coopérations altermondialistes pour agir pour un monde qui respecte les droits humains, la démocratie et lutte contre le dérèglement climatique.

4) Pour que cet accord soit efficace et pour répondre à l'immense attente de nos concitoyen·nes, nous nous donnons tous les moyens pour que les discussions entamées avec les autres forces aboutissent. En finalisant cet élargissement au plus vite, nous pourrions tenir un événement commun de lancement le samedi 7 mai.

2 mai 2022

EELV, LFI

P.-S.

•
<https://lafranceinsoumise.fr/2022/05/02/accord-entre-la-france-insoumise-et-eelv-pour-les-prochaines-elections-legislatives-communique-de-presse/>